

« French connection », domination et idées dominantes chez les intellectuels ¹

Ronald Creagh

« Quelque chose doit remplacer les gouvernements,
et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire. »

David Rockefeller,
Newsweek International, 1^{er} février 1999.

Les savants d'un pays faisaient jadis partie du patrimoine. Mis en avant dans les écoles, illustrés par des timbres, radiographiés dans des colloques commémoratifs, ils étaient souvent utilisés à des fins patriotiques, comme aujourd'hui le football et les compétitions sportives. Les nations se disputent encore l'honneur d'avoir les premières inventé l'électricité ou quelque autre élément bienfaiteur de l'humanité, et leurs encyclopédies adoptent spontanément ces mêmes choix. Mais le monde a changé, et les intellectuels aussi, comme on peut le voir dans le cas de la France.

1. Ce texte fait partie d'une analyse plus large sur « La crise de la recherche », qui sera publiée ultérieurement.

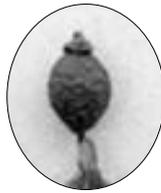
Un rappel du passé permet de retracer l'évolution des esprits et des institutions. Ainsi la France profonde a longtemps vénéré Pasteur, symbole même du savant désintéressé. Elle manquait d'enthousiasme pour le sens commercial de l'Américain Edison : celui-ci avait créé sa propre société pour tirer parti de son invention et soutirer quelques centimes de chaque ampoule électrique vendue dans le monde. Aux yeux des Français, la vraie recherche était une vocation, elle se menait souvent de façon solitaire. Elle relevait du génie, plus que de la marchandise.

Le peuple a ensuite ri des distractions du professeur Nimbus, puis de celles de son successeur, Tournesol, ce qui traduisait peut-être déjà un changement de mentalité. Ses historiens dissertèrent de plus en plus sur la révolution industrielle, alors que l'intérêt pour les techniques avait surtout été le propre des ingénieurs.

Le monde changeait. La recherche s'est de plus en plus regroupée sous la forme d'équipes trapues techno-scientifiques, sous la férule d'autocrates prestigieux contrôlés par une bureaucratie tatillonne, et l'institut Pasteur, devenu le haut lieu de la recherche médicale, abrite jalousement ses travaux des regards de la concurrence. Les chercheurs français contemporains se battent contre les Américains pour la paternité de brevets juteux.

Mais l'occasionnelle rivalité franco-américaine, aux éclats épisodiques, cache une collaboration jadis tacite et aujourd'hui bien affichée. Tandis que le président de Gaulle tonnait contre les États-Unis et dotait la France de « sa » bombe atomique, celle-ci bénéficiait en sous-main de fonds secrets de financement américain.

Il existe, en effet, une « French connection » au sein des chercheurs. Des américanistes, des américanophiles maintiennent des contacts per-



manents dans les diverses couches sociales, souvent à travers des organismes officiels ou semi-officiels dont le fonctionnement et les choix restent relativement obscurs.

Du côté scientifique, on affiche la collaboration du CNES avec la NASA, celle du CNRS et des centres d'outre-Atlantique dans de multiples domaines, l'astronomie par exemple. Quant aux chercheurs français embauchés dans des multinationales, ils rencontrent de manière quasi permanente leurs collègues des autres pays. Outre ces rapports parfois médiatisés, il existe aussi des filières pour le moins discrètes, comme le montre l'exemple du financement nucléaire.

Assurément, il ne faut pas imaginer des conspirations partout. Mais il serait naïf de croire que tout se passe dans la transparence. Les États se manipulent les uns les autres et, en ce domaine, il n'y a pas d'exception française.

On peut distinguer deux grandes périodes dans les rapports de la recherche entre les États-Unis et la France : celle de la guerre froide, où l'influence américaine se fit surtout de manière clandestine, et l'ère postérieure à la chute du rideau de fer, marquée par une connivence entre les deux systèmes. On peut dire qu'aujourd'hui l'Hexagone s'est converti au modèle américain, comme on le remarque dans l'évolution des diplômes et des critères d'évaluation des enseignants dans certaines disciplines, la psychologie par exemple.

Ronald Creagh

Les deux phases d'une conversion

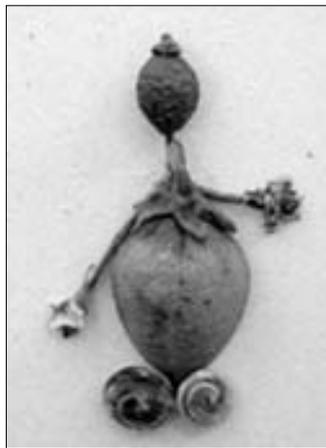
Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le plan Marshall fut offert aux pays dévastés, à certaines conditions. L'une d'entre elles était d'accepter la production cinématographique de Hollywood.

Le déferlement des films américains et leur impact sur les mentalités dépassa l'entendement. Même les jeux enfantins de gendarme et de voleur furent progressivement remplacés par ceux du cow-boy et de l'Indien. Les décennies suivantes virent l'invasion **m u s i c a l e**, filtrée et relayée par la Grande-Bretagne, et l'invention du phénomène jeunesse, rassemblée par le jean et les nouvelles formes de concert. Aujourd'hui, les produits américains se confondent avec les dernières promotions commerciales. Un drapeau américain avait été planté dans les inconscients; il perd aujourd'hui de son charme, mais c'est au profit de la pure marchandise.

Cette volonté de diffusion des films hollywoodiens n'avait rien de machiavélique; elle ne relevait même pas d'une réelle intention de propagande. C'était une affaire de lobby : les studios de cinéma américains étaient en difficulté et le président Eisenhower faisait un geste en leur faveur.

Cinquante ans plus tard, les intentions sont explicites. Ce n'est pas un hasard si, aux élections américaines de 2004, on reproche au président Bush de n'avoir pas su profiter des événements du 11 novembre pour en tirer parti dans la guerre des idées. La lutte contre Al Qaida devait être perçue comme la conquête de nouveaux territoires aux concepts capitalistes américains.

C'est qu'un lent développement de la guerre psychologique et de la production des idées dans des buts de croisade s'est produit du fait de la guerre



froide. Celle-ci a suscité un appareil de production idéologique aussi considérable que l'était l'armement du pays. Le FBI et la CIA ont financé à tour de bras des opérations clandestines à l'intérieur et à l'extérieur du pays. On surveillait jalousement le lancement des idées sur la place publique. Au début des années 1970, par exemple, une circulaire demandait de veiller à ce que les associations scientifiques américaines ne soient pas présidées par des contestataires.

Des fondations américaines, derrière lesquelles on découvrit que se dissimulaient CIA et FBI, financèrent le Congrès pour la liberté et la culture où figuraient des intellectuels aussi prestigieux que le sociologue et journaliste Raymond Aron. Elles offrirent aussi des bourses aux chercheurs, notamment français, qui en firent la demande et leur organisèrent un séjour guidé aux États-Unis.

Il ne s'agissait pas seulement de combattre le communisme, mais d'assurer des terrains fertiles pour le capitalisme américain et d'inculquer l'idéologie dite de la libre entreprise. Il semblait en effet à Washington que l'ensemble des intellectuels européens, tentés par le communisme de l'Est, avaient besoin d'être réorientés.

Le crépuscule de la vieille Europe

Le continent européen a mis une centaine d'années pour aiguiller ses chercheurs vers des découvertes lucratives. Assurément, enseignants et savants avaient déjà opéré un choix de classe, préférant se mettre au service des instances établies plutôt que de partager leur savoir avec l'ensemble de la population. Rares étaient ceux qui, au début du XX^e siècle, avaient animé bénévolement des Bourses du travail ou des cercles populaires. Disposant d'une réelle latitude pour fixer leurs objectifs et leurs méthodes, ils préféraient les belles lettres ou le classement des insectes, et laissaient aux ingénieurs le soin de perfectionner les outils de production.

Au contraire, les Anglais, chez qui la révolution industrielle avait commencé beaucoup plus tôt, s'étaient mis d'emblée au service de l'entreprise, rapidement concurrencés par leur ancienne colonie américaine.

Ces milieux intellectuels ne considéraient pas le profit comme malséant. Améliorer la production des filatures de Manchester permettait de lutter contre la concurrence et, de l'autre côté de l'Atlantique, on proclamait un siècle plus tard que ce qui était bon pour la General Motors était bon pour les États-Unis. L'essor des universités privées parachevait ce travail sur les mentalités.

Il a fallu une centaine d'années pour que les pouvoirs publics de France érigent en dogme l'idée que toute recherche doit permettre de créer une plus-value et, magiquement, de nouveaux emplois. Les divers pays d'Europe continentale ont parcouru le même chemin, avec des variantes.

2. Sur le rôle des « think tanks », voir notamment : Pierre Bourdieu, *Contre-feux 2, Raisons d'agir*, 2001, pp. 7-8 et 35-38.

Aujourd'hui, l'Union européenne subordonne les mentalités collectives aux impératifs capitalistes, dont le flux est assuré par la production des idées et des techniques d'outre-Atlantique.

Cette véritable mutation des attitudes ne relève pas d'une inévitable évolution des esprits. Elle a été programmée par les think tanks américains, bataillons d'experts, réunis et financés par la pensée conservatrice judéo-chrétienne des États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.²

L'infiltration de la pensée marchande

Depuis 1947, date où elle fut inaugurée par Friedrich von Hayek, la société du Mont-Pèlerin réunit les économistes américains et européens autour de thèmes libéraux. De grosses fondations, comme Ford ou encore la fondation Bradley, organisèrent à la fois l'exportation d'intellectuels dévoués à la cause, la notoriété de ces têtes pensantes et leur éminence dans les médias. Les universités dont le mécénat privé finançaient les chaires et leur appropriation des médias de masse assurèrent la logistique de cette conquête du marché intellectuel.

Mais un programme plus agressif déborda les frontières des États-Unis. En France, un François Furet, à l'origine de la fondation Saint-Simon et grand historien pourfendeur du marxisme, est une bonne illustration de l'infiltration américaine dans le pays. Celle-ci s'opéra grâce à la collusion de l'appareil idéologique anticommuniste avec les intérêts des grosses sociétés, qui progressivement assumèrent le relais.

François Furet reçut ainsi la somme considérable de 470 000 dollars – près d'un demi million – pour financer son programme sur les révolutions française et américaine. Un mécène

Ronald Creagh

était à l'origine de cette dotation princière, la fondation d'extrême droite Olin, grosse fortune privée de produits chimiques et de munitions, qui finance, entre autres, des chaires universitaires à Yale et Harvard.³

Furet publia un ouvrage destiné à détruire le mythe de la Révolution française, puis un autre, le *Passé d'une illusion*, entreprise de démolition des intellectuels de gauche. L'un et l'autre livres reçurent toute la publicité due à un best-seller et les honneurs des médias.

Aujourd'hui, la transmission des idées est désormais aux mains des multinationales. Des hiérarchies de la finance et du pouvoir international veillent sur les opérations. Le groupe de Bilderberg⁴ a soutenu en France la fondation Saint-Simon (1985-1999). À celle-ci participaient des individus très proches de l'Opus Dei, des membres d'un réseau de fondations animées par la CIA. L'institution assura dans l'Hexagone le rayonnement apostolique des idées « nouvelles ».

La fondation Saint-Simon avait bien assimilé la leçon du marxiste Althusser, auteur d'un concept, « l'appareil idéologique de l'État ». Elle choisit d'investir les cadres de toutes ses institutions, notamment les partis politiques qui se montraient réservés à l'égard du capitalisme et, à travers ceux-ci, de remettre en cause le système français du savoir. On se consacra à convertir la gauche au libéralisme économique grâce à des membres fondateurs comme Pierre Rosanvallon, conseiller d'Edmond M a i r e à l'époque où celui-ci dirigeait la CFDT, mais aussi de Jacques Delors. Commentaire, la revue de Raymond Aron, rassembla des américanophiles comme le sociologue Raymond Boudon, l'historien Pierre Chaunu,

tous deux professeurs de la prestigieuse Sorbonne, le sociologue Michel Crozier, à l'Institut d'études politiques, le juriste Georges Vedel, du club Jean-Moulin. On retrouva ainsi des personnalités qui allaient occuper le devant de la scène : Annie Kriegel, Jean-François Revel, Georges Suffert de Témoignage chrétien, Alain Finkielkraut, Alain Minc, Gilles Lipovetsky, Luc Ferry, Marcel Gauchet, Serge July, Christine Ockrent, pour ne citer que les plus connus des sycophantes, mais on pourrait mentionner aussi des proches, têtes de file de la soi-disant « nouvelle » gauche.

On ne se contenta pas d'ailleurs de lancer des idées, on investit les appareils de diffusion. Progressivement, la vie intellectuelle française fut commanditée par la mise en place de personnalités incontournables, comme Pierre Nora aux éditions Gallimard, qui crée ou détruit les réputations, Françoise Giroud de l'Express, Jean Daniel et Jacques Julliard du Nouvel Observateur, des philosophes comme

3. Voir par exemple Susan George, « Comment la pensée devint unique », *le Monde diplomatique*, juillet 1996.

4. Sur la fondation Saint-Simon, lire « Les architectes du social-libéralisme », par Vincent Laurent (*le Monde diplomatique*, septembre 1998). Le groupe Bilderberg, rencontre annuelle mondiale occulte fondée en 1954 par David Rockefeller et le prince Bernhard des Pays-Bas, ancien officier SS, rassemble les élites de la finance, de l'industrie et des médias. Il comprend par exemple Jean-Louis Bruguière, magistrat antiterroriste et quelques présidents de banques centrales européennes. On trouvera sur Internet de nombreuses informations à ce sujet. Sur les rapports entre la fondation et le groupe, on peut citer entre autres Marc Ladreit de Lacharrière, né en 1940, actuel président-directeur général de Fimalac, vice-président de L'Oréal, administrateur de la fondation Bettencourt-Schueller. Il contrôle la SOFRES et diverses publications de droite (*le Spectacle du monde*, *Valeurs actuelles*, etc.). Vice-président de la fondation Agir contre l'exclusion de Martine Aubry, il est également membre du groupe de Bilderberg, et très proche de l'Opus Dei.

Edgar Morin.

Les grandes maisons d'édition, devenues des entreprises à but exclusivement lucratif, rejettent désormais la créativité originaire du terroir au profit de best-sellers : pour être publié, un chercheur doit se recycler.

L'avenir de la recherche

Le capitalisme barbare et universel peut-il se passer de manœuvres clandestines et secrètes ? Sûrement pas, tant qu'existe une concurrence mortelle entre ces vaches à lait que sont les groupes financiers et industriels, et que se développe une forte opposition du mouvement d'altermondialisation. Déjà, les multinationales investissent dans des sites d'Internet prétendument apolitiques. Ils recyclent leur propagande pour s'exprimer dans le vocabulaire du militant de base. On ne compte plus les pseudo-cabinets d'experts destinés à justifier, défendre, pourfendre, ridiculiser et même poursuivre en justice tout intellectuel contestataire.

Que conclure ? Il est clair qu'aussi

longtemps que les chercheurs choisiront de se mettre au service de l'argent et du pouvoir, la paranoïa des uns et des autres a encore de beaux jours devant elle. Minoritaires ou non, les intellectuels libéraux occupent la une des médias nationaux. Il faut espérer que la recherche authentique est ailleurs.

Ronald Creagh

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la collaboration entre chercheurs français et américains dans les sciences dures s'est poursuivie en dépit de rivalités économiques et d'éclats politiques occasionnels. En revanche, l'indifférence ou même l'hostilité des intellectuels des sciences humaines a entraîné une politique d'intervention agressive et parfois clandestine de la part des États-Unis. Aujourd'hui l'avant-scène intellectuelle de l'Hexagone est largement dominée par des américanophiles au service des impératifs idéologiques du capitalisme international.

Since World War Two, collaboration between French and American researchers in the hard sciences has moved forward, despite the economic rivalities and periodical political clashes between the two countries. On the other hand, the indifference and even hostility exhibited by intellectuals in the humanities has led to a policy of aggressive and sometimes clandestine intervention by the United States. Today the intellectual stage in France is largely dominated by pro-Americans who are at the service of the ideological imperatives of international capitalism.